

Ce qui a motivé mon acte de désobéissance civique



Le décrochage du portrait d'Emmanuel Macron, que j'ai effectué à la mairie de Sorbiers en avril 2019, est un acte collectif menée au sein d'une campagne nationale, dénonçant l'inaction du gouvernement par rapport aux engagements pris par la France lors de la COP21, pour lutter contre le réchauffement climatique.

A la même période, les organisations Greenpeace, Oxfam et la Fondation Nicolas Hulot, avec l'association « l'Affaire de tous » ont choisi de porter plainte contre l'État pour mener la question devant les tribunaux. Avec Alternatiba ANV COP21, nous avons choisi d'agir à notre manière partout en France pour interpeller le plus grand nombre concernant la gravité de la situation, et faire si possible pression sur les pouvoirs politiques, pour qu'ils agissent en conséquence.

Pour ma part, je ne pense pas qu'une telle action puisse vraiment infléchir ou influencer les choix du gouvernement et des puissants de ce monde. Personnellement, ce décrochage est surtout une manière d'affirmer publiquement le retrait de ma confiance dans les institutions actuelles pour garantir l'intérêt collectif, et un appel à nous libérer de nos chaînes pour inventer notre avenir.

A travers les campagnes citoyennes auxquelles j'ai participé contre les accords de libre échange, TAFTA, CETA, TISA, j'ai compris comment les multinationales dominaient l'ensemble des décisions politiques à travers le monde. Les accords de libre échange créés des tribunaux spéciaux qui permettent de condamner les États pour avoir pris des décisions de protection et d'intérêt général, si ces décisions nuisent aux profits des multinationales. Face aux grands investisseurs, qui détiennent les outils de production, de distribution, de consommation, de communication, qui s'approprient même les semences qui sont l'essence de nos vies, les gouvernements ont renoncé à ce qui devrait être leur devoir, au moins pour les pays démocratiques, de garantir la sécurité et le droit à la vie pour leur population.

J'ai aussi compris combien les grandes banques privées sont devenues toute-puissantes sur les choix des États. Elles détiennent aujourd'hui le pouvoir de création monétaire qui était auparavant détenu par les États et les banques centrales nationales. La Banque Centrale Européenne a ce pouvoir de création monétaire sans intérêt, mais uniquement au profit des banques privées. Depuis 2008, pour les sauver de l'effondrement, la BCE leur prête à taux négatif et leur rachète les dettes publiques qu'elles détiennent. Parallèlement, conformément aux règles de l'Union Européenne, elle maintient l'interdit de prêter directement aux États, jugés trop inflationnistes. Ce système empêche toute décision politique telle que l'augmentation des investissements publics nécessaires, notamment pour lutter contre le réchauffement climatique ou réorganiser l'économie de manière juste socialement et écologiquement. Et ces banques sont si indispensables à l'équilibre financier dominant, qu'on ne peut pas les mettre en faillite, même quand elles sont responsables de crises majeures comme celle de 2008. C'est donc aux États et aux populations de payer leurs fautes graves liées à leurs jeux spéculatifs hors de contrôle.

Dés lors, les écarts entre ce que disent les gouvernements et ce qu'ils font, en matière de lutte contre le réchauffement climatique en particulier, sont considérables et structurellement inévitables. Pour mettre fin à cette situation suicidaire, nous devons

changer radicalement de système. Nous devons rompre avec la défense des intérêts des plus riches aux dépens des enjeux vitaux collectifs : écologiques, sociaux, démocratiques, humanitaires et solidaires. Nous devons notamment reprendre le pouvoir sur l'économie et la création monétaire.

Mon acte de décrochage du portrait d'Emmanuel Macron est donc essentiellement un appel à mes semblables, à nous libérer du carcan qui nous empêche de penser notre avenir, en rompant avec la logique qui mène l'humanité au chaos et à sa destruction, partielle ou totale.

L'ampleur de cette destruction, générée par l'activité humaine, est aujourd'hui validée par la grande majorité des études scientifiques à travers le monde. Et si les accords de Paris, lors de la COP21, largement insuffisants, ont été reconnus comme un grand pas pour l'humanité, c'est parce que les gouvernants de tous les pays affirmaient ensemble qu'il ne faudrait pas dépasser le seuil de +1,5 degrés à l'échelle planétaire par rapport au début de l'ère industrielle. Ce fait n'est donc plus à discuter. Ce qui est à discuter, réfléchir et travailler, c'est comment on peut se libérer du système infernal qui mène à l'extinction massive du vivant sur la planète Terre.

Par cet acte de désobéissance civique assumé, je m'allie donc à toutes celles et ceux qui tâchent de tracer des voies pour construire au plus vite une alternative qui permette de concentrer l'ensemble des énergies humaines sur les priorités essentielles suivantes :

1. Prendre soin de l'humanité, des humains, de tous les humains, sans exclusion ni discrimination,
2. Prendre soin de la Terre, de la planète et du sol, pour lui redonner vie, partout et autant que nous le pourrons,
3. Mettre le meilleur de l'humain au pouvoir, en développant des modes d'organisation et de démocratie réelle et vivante, interdisant tout système d'oppression, d'exploitation ou de destruction.



Cet appel à la libération, pour mettre fin à ce qui nous contraint et nous soumet à un humanicide programmé, se heurte à des croyances souvent profondes et entretenues. Pour beaucoup :

- il ne peut pas y avoir de révolution, sans violence, sans terreur, ni destruction ;
- il ne peut pas y avoir d'alternative au capitalisme, sans dictature, ni goulag.

Le défi que nous avons à relever, avant de relever les grands défis écologiques, sociaux et humanitaires, est donc de nous convaincre, et de convaincre le plus grand nombre, que nous sommes capables de changer de cap par la force et la détermination collective, sans armes et sans haine ; qu'il n'y a aucune fatalité, que l'histoire sordide qui nous est tracée n'est pas inéluctable, et que nous devons nous mettre au travail sur tous les continents pour construire cette alternative du bien vivre dont nous avons si fortement besoin.

Me concernant, je choisis de consacrer les quelques décennies qu'il me reste, à mener ce travail, avec toutes celles et ceux qui y sont déjà engagé.es, ou qui décideront de s'y investir. Je décide d'associer ce travail de construction, au développement des actions de pression citoyenne et de désobéissance civique, que je souhaite aussi non-violentes que capables de changer le cours des choses, qui pourront faire grandir l'espoir et l'envie de cette libération prometteuse, et permettront de concrétiser la grande mutation nécessaire, sans attendre, et pour les décennies futures.

Vincent Bony